

# ASSEMBLÉE NATIONALE

**JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**XIII<sup>e</sup> Législature**

---

**SESSION ORDINAIRE DE 2009-2010**

Séance du mercredi 4 novembre 2009

Articles, amendements et annexes



**JOURNAUX  
OFFICIELS**



## 43<sup>e</sup> séance

### PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2010 (SECONDE PARTIE)

Discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2010 (n° 1946)

#### Mission « outre-mer »

#### Article 35

#### Crédits du budget général

Il est ouvert aux ministres, pour 2010, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 381 497 569 780 € et de 380 029 019 022 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

#### ÉTAT B

(Article 35 du projet de loi)

#### RÉPARTITION, PAR MISSION ET PROGRAMME, DES CRÉDITS DU BUDGET GÉNÉRAL

#### BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)

MISSION	AUTORISATIONS d'engagement	CRÉDITS de paiement
<b>Outre-mer</b>	2 087 693 147	1 989 622 383
Emploi outre-mer .....	1 314 189 607	1 302 879 607
Dont titre 2 .....	93 190 729	93 190 729
Conditions de vie outre-mer .....	773 503 540	686 742 776

#### Amendement n° 81 présenté par M. Aly.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Emploi outre-mer .....	0	70 000 000
Dont titre 2 .....	0	70 000 000
Conditions de vie outre-mer .....	0	0
<b>TOTAUX .....</b>	<b>0</b>	<b>70 000 000</b>
<b>SOLDE .....</b>	<b>-70 000 000</b>	

#### Amendement n° 96 présenté par M. Aly.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Emploi outre-mer .....	0	30 000 000
Dont titre 2 .....	0	0
Conditions de vie outre-mer .....	30 000 000	0
<b>TOTAUX .....</b>	<b>30 000 000</b>	<b>30 000 000</b>
<b>SOLDE .....</b>	<b>0</b>	

#### Amendement n° 97 présenté par M. Aly.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Emploi outre-mer .....	0	5 400 000
Dont titre 2 .....	0	0
Conditions de vie outre-mer .....	5 400 000	0
<b>TOTAUX .....</b>	<b>5 400 000</b>	<b>5 400 000</b>
<b>SOLDE .....</b>	<b>0</b>	

#### Amendement n° 83 présenté par M. Folliot.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Emploi outre-mer .....	0	5 000 000
Dont titre 2 .....	0	0
Conditions de vie outre-mer .....	5 000 000	0
<b>TOTAUX .....</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
<b>SOLDE .....</b>	<b>0</b>	

#### Amendement n° 84 présenté par M. Folliot.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Emploi outre-mer .....	0	5 000 000
Dont titre 2 .....	0	0
Conditions de vie outre-mer .....	5 000 000	0
<b>TOTAUX .....</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
<b>SOLDE .....</b>	<b>0</b>	

**Amendement n° 85** présenté par M. Folliot.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Emploi outre-mer .....	0	5 000 000
Dont titre 2 .....	0	0
Conditions de vie outre-mer .....	5 000 000	0
<b>TOTAUX</b> .....	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
<b>SOLDE</b> .....	<b>0</b>	

**Amendement n° 86** présenté par M. Folliot.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Emploi outre-mer .....	0	5 000 000
Dont titre 2 .....	0	0
Conditions de vie outre-mer .....	5 000 000	0
<b>TOTAUX</b> .....	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
<b>SOLDE</b> .....	<b>0</b>	

**Amendement n° 16** présenté par M. Letchimy, Mme Taubira, M. Manscour, Mme Jeanny Marc, M. Likvalu, Mme Girardin et Mme Berthelot.

Après l'article 54, insérer l'article suivant :

*Outre-mer*

Le Gouvernement présente, dans un délai de trois mois vu la situation économique et sociale du secteur du tourisme, un rapport récapitulatif de l'ensemble des mesures prises par lui pour promouvoir et accompagner le développement de l'activité touristique pour les matières qui relèvent de ses attributions ou dont le dénouement est lié à ses interventions déterminantes.

Ce rapport met plus particulièrement l'accent sur la question du transport aérien (hexagone/outre-mer) et de profiter de la fonction de *hub* que joue l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle dans la captation de la clientèle nationale et européenne.

**Amendement n° 17** présenté par M. Letchimy, Mme Taubira, M. Manscour, Mme Jeanny Marc, M. Likvalu, Mme Girardin et Mme Berthelot.

Après l'article 54, insérer l'article suivant :

*Outre-mer*

Le Gouvernement présente, lors de la discussion du budget 2011, un rapport indiquant les mesures qu'il entend prendre ou proposer pour répondre à la situation financière préoccupante des communes d'outre-mer, dont les villes capitales, pour leur permettre d'assumer pleinement les charges et responsabilités qui leur incombent.

Dans le cas des villes capitales de l'outre-mer, ce rapport vise plus particulièrement à identifier les mesures de nature à compenser les conséquences financières des charges dites de centralité dont la réalité est aujourd'hui établie comme le montrent les rapports transmis aux autorités de l'État.

## Annexes

### DÉCÈS ET REMPLACEMENT D'UN DÉPUTÉ

M. le Président de l'Assemblée nationale a la tristesse de faire part du décès de Jean-Paul Charié, député de la cinquième circonscription du Loiret, survenu le 3 novembre 2009.

Par une communication du 4 novembre 2009 faite en application des articles L.O. 176-1 et L.O. 179 du code électoral, M. le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales a informé M. le Président de l'Assemblée nationale que Jean-Paul Charié est remplacé jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale par Mme Marianne Dubois, élue en même temps que lui à cet effet.

### MODIFICATION À LA COMPOSITION DES GROUPES

(Journal officiel, Lois et Décrets, du 5 novembre 2009)

#### GROUPES DE L'UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE

(308 membres au lieu de 309)

– Supprimer le nom de Jean-Paul CHARIÉ.

#### LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À AUCUN GROUPE

(9 au lieu de 8)

– Ajouter le nom de Mme Marianne DUBOIS.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI AUTORISANT LA RATIFICATION D'UNE CONVENTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 novembre 2009, de M. le Premier ministre, un projet de loi autorisant l'adhésion à la convention des Nations unies de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation.

Ce projet de loi, n° 2009, est renvoyé à la commission des affaires étrangères, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 novembre 2009, de M. le Premier ministre, un projet de loi autorisant la ratification d'un accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part.

Ce projet de loi, n° 2010, est renvoyé à la commission des affaires étrangères, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 novembre 2009, de M. le Premier ministre, un projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 14 bis à la convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendement le système de contrôle de la convention.

Ce projet de loi, n° 2011, est renvoyé à la commission des affaires étrangères, en application de l'article 83 du règlement.

### DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 novembre 2009, de M. Claude Birraux, président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, un rapport n° 2005, établi au nom de cet office, sur les incidences éventuelles sur la santé de la téléphonie mobile.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 novembre 2009, de M. Jean-Luc Warsmann, un rapport, n° 2006, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles,

de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, modifié par le Sénat, relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution (n° 1975).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 novembre 2009, de M. Jean-Paul Garraud, un rapport, n° 2007, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, après engagement de la procédure accélérée, tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (n° 1237).

### DÉPÔT D'UN AVIS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 novembre 2009, de M. Jacques Alain Bénisti, un avis, n° 2008, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif au Grand Paris (n° 1961).

### TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

#### *Transmissions*

Monsieur le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communication du 4 novembre 2009

- E 4243 ANNEXE 10. – Avant-projet de budget rectificatif n° 10 au budget général 2009 – État des dépenses par section – Section III. – Commission (SEC [2009] 1464 final).
- E 4879. – Proposition de virement de crédits n° DEC45/2009 – Section III. – Commission – du budget général 2009 (DNO) (14947/09).
- E 4880. – Proposition de virement de crédits n° DEC 51/2009 – Section III. – Commission – du budget général – Exercice 2009 (15050/09).

E 4881. – Proposition de virement de crédits N° DEC48/2009 à l'intérieur de la section III. – Commission – du budget général pour l'exercice 2009 (DNO) (15080/09).

E 4882. – Proposition de décision du Conseil définissant la position à adopter au nom de la Communauté européenne à l'égard des propositions visant à amender les annexes II et III du protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (protocole ASP/DB) de la convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (convention de Barcelone) lors de la seizième réunion des parties contractantes (COM [2009] 0585 final).

E 4883. – Proposition de règlement du Conseil modifiant les annexes A et C du règlement (CE) n° 1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité (COM [2009] 0564 final).

E 4884. – Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (COM [2009] 0602 final).

E 4885. – Lettre rectificative n° 2 à l'avant-projet de budget 2010 – État des dépenses par section – Section III. – Commission (SEC [2009] 1462 final).

E 4886. – Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Australie et l'Union européenne sur la sécurité des informations classifiées (SN 4054/1/09).

E 4887. – Action commune du Conseil modifiant l'action commune 2005/889/PESC établissant une mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah) (SN 4345/09).

E 4888. – Projet d'action commune du Conseil modifiant l'action commune 2009/131/PESC prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie (SN 4274/09).

E 4889. – Action commune 2009/./ / PESC du Conseil modifiant l'action commune 2008/112/PESC relative à la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau (UE RSS GUINÉE-BISSAU) (SN 4279/09).





